



LES ÉCHOS DU CSE

CFE-CGC Métiers de l'Emploi Grand Est

24/09/26

L'ESSENTIEL DE LA SÉANCE

En bref, ce qu'il faut savoir

Les informations essentielles du CSE, avant d'accéder au contenu complet.

← Sujets suivants

Consultations sur les jours de pont 2027

Deux ponts en 2027, des jours mobiles et des sorties à 13 h : toutes les dates à retenir.



[LIRE LA SUITE](#)

Information sur les nouvelles modalités d'accompagnement

Le CSE Grand Est décide de saisir en référé le tribunal judiciaire pour contester le refus de la Direction de le consulter sur les modalités de déploiement et les adaptations régionales et locales du Nouveau Modèle d'Accompagnement..



[LIRE LA SUITE](#)

Information sur le pilote de création de TEAMS Autonomie

Comment répondre aux difficultés de recrutement dans les métiers du grand âge et du handicap. Report du point à la demande des élus. Lire la suite pour accéder à la déclaration



[LIRE LA SUITE](#)

Information sur la généralisation de Match FT Formation

Match FT Formation associe une recherche de candidats dans OuiForm et un agent conversationnel utilisant l'IA



[LIRE LA SUITE](#)

Agence de Gérardmer

Plan sureté avec un début des travaux prévu en **novembre 2026**



[LIRE LA SUITE](#)

Permanence de France Services à BITCHE

Déménagement de la permanence



[LIRE LA SUITE](#)



← [SUJETS PRECEDENTS](#)

Agence de Guebwiller : arrivée d'Amazon à Ensisheim



[LIRE LA SUITE](#)

Les informations complémentaires

- Recours au télétravail pour diminuer l'impact de la hausse des carburants.
- Commission de suivi sur les violences faites aux femmes.



[LIRE LA SUITE](#)

En bref, ce qu'il faut savoir

Les informations essentielles du CSE, avant d'accéder au contenu complet.

Déclaration lue en séance

Grève du 29 septembre : la déclaration lue par les élus en séance.



[LIRE LA SUITE](#)

Consultations sur les jours de pont 2027

Consultations sur les jours de pont 2027

Les agents bénéficieront de 2 jours de pont (l'établissement sera fermé au public pour l'ensemble du personnel) :

- **Vendredi 7 mai 2027**
- **Vendredi 12 novembre 2027**

JOURS MOBILES ET GARANTIES JOURS FÉRIÉS

Les agents bénéficieront de :

- **3 jours mobiles** (5 pour les agents à temps partiel le vendredi) (motif - - JMOB).
- **1 jour de garantie jour férié pour les agents des départements 08, 10, 51, 52, 54, 55 et 88**
- **2 jours de garantie jours fériés pour les agents des départements 57, 67 et 68** (motif - - GJFO).

Les jours mobiles et la journée garantie jour férié seront à solder au plus tard le 31/12/2027 ou perdus. Ils ne peuvent pas alimenter le Compte Epargne Temps.

SORTIES ANTICIPÉES :

Heure de sortie anticipée le vendredi 24 décembre et 31 décembre 2027: **13 HEURES**

Information sur les nouvelles modalités d'accompagnement

Information sur les nouvelles modalités d'accompagnement

Les élus du CSE ont demandé que ce point soit porté en information/consultation au CSE car la mise en œuvre a des incidences régionales en fonction des décisions prises à ce niveau.

France Travail prévoit de remplacer les modalités actuelles par un accompagnement Essentiel pour tous et des périodes d'accompagnement Intensif pour les personnes qui en ont le plus besoin. Le dimensionnement de référence est d'environ 500 demandeurs d'emploi par portefeuille en Essentiel, contre 50 en Intensif. L'Intensif durerait généralement autour de six mois, avec des contacts plus fréquents et des passages possibles d'une modalité à l'autre. Le modèle s'appuie aussi sur les partenaires du Réseau pour l'emploi et sur davantage de services accessibles directement aux demandeurs d'emploi.

Selon la Direction, la réallocation des moyens pourrait produire 60 000 retours à l'emploi supplémentaires par an, à moyens constants. Le pilote montre toutefois une période d'adaptation d'environ six mois avant que l'Essentiel retrouve des résultats proches des modalités actuelles.

Les études de terrain signalent un travail plus exigeant, lié au volume des portefeuilles Essentiel et à la fréquence des contacts attendue en Intensif. La Direction prévoit des formations, une organisation plus collective et le déploiement de Sophie (qui devient NOVA) pour aider les conseillers à prioriser et suivre leurs portefeuilles. La généralisation est annoncée progressivement de mi-novembre 2026 à avril 2027. Sa réussite dépendra notamment des outils, des effectifs et des conditions réelles de travail.

Beaucoup de questions se posent par rapport à ce déploiement dans le Grand Est.

Information sur le pilote de création de TEAMS Autonomie

Information sur le pilote de création de TEAMS Autonomie

Les membres du CSE, réunis en séance, considérant que le point 3.2 à l'ordre du jour du CSE est en lien avec la mise en œuvre du projet d'évolution de l'organisation de France Travail ;

Considérant qu'une procédure judiciaire est actuellement en cours à l'initiative du CSEC, concernant la régularité de la procédure d'information-consultation relative à ce projet, et qu'elle est susceptible d'aboutir à une reprise de cette procédure ;

Considérant que la mise en œuvre de mesures concrètes découlant de ce projet avant l'issue de cette procédure judiciaire serait susceptible de priver d'effet utile une éventuelle reprise de la consultation et de porter atteinte aux prérogatives du CSEC ;

Les membres du CSE demandent en conséquence le retrait du point précité et de toute décision ou mesure de mise en œuvre du projet d'évolution de l'organisation de France Travail, dans l'attente de l'issue de la procédure judiciaire en cours.

Par cette résolution, le CSE s'inscrit dans la démarche engagée par le CSEC et se réserve la possibilité d'apporter, par tout moyen approprié, son concours aux démarches engagées pour assurer le respect de ses prérogatives.

La Direction Régionale entend la demande des élus et retire ce point à l'ordre du jour.

Information sur la généralisation de Match FT Formation

Information sur la généralisation de Match FT Formation

Match FT Formation associe une recherche de candidats dans OuiForm et un agent conversationnel utilisant l'IA. Le conseiller sélectionne les candidats potentiels pour une session de formation, puis valide la liste des personnes à contacter. L'agent les interroge par message sur leur intérêt, leur disponibilité et leur mobilité. Il restitue les réponses au conseiller, qui reste responsable de la décision de positionner ou non chaque candidat.

L'expérimentation a commencé dans le **Grand Est en novembre 2025**, puis s'est étendue à cinq autres régions.

Dans le Grand Est, au 19 juin 2026, **2 619 messages** avaient été envoyés, pour **786 répondants et 324 positionnements**.

Parmi les usagers interrogés, **72 %** ne sont pas gênés d'échanger avec un assistant virtuel, mais certains demandent des réponses plus précises.

81 % des conseillers répondants souhaitent continuer à utiliser ces fonctionnalités.

L'évaluation relève un gain moyen de **76 minutes de travail par session** et sept points de plus pour le remplissage des rendez-vous d'information ; l'effet sur les inscriptions en formation reste à mesurer.

La généralisation dans l'Hexagone est envisagée **dans la seconde quinzaine de novembre 2026**, sous réserve du dialogue social. La **CFE-CGC reste vigilante** sur :

- l'utilisation de Match FT par le CRE
- L'évaluation du gain en ETP dont l'explication reste peu claire
- L'inéquité des demandeurs d'emploi par rapport à ce dispositif en fonction du détail de leur profil

Agence de Gérardmer

[Présentation travaux programme sûreté Gérardmer.pdf](#)

Le projet vise à **renforcer la sûreté de l'agence France Travail de Gérardmer** dans le cadre du Programme du Guide Sûreté.

Les deux portes du sas d'entrée seront remplacées et équipées d'un contrôle d'accès par badge.

L'entrée du public pourra être ouverte à distance depuis l'accueil.

La vitrophanie du sas sera retirée pour améliorer la visibilité depuis l'intérieur.

Le personnel pourra continuer à entrer par le sas public, avec un accès également possible par l'arrière.

Une caméra extérieure et des boîtiers d'alerte mobiles pour tous les agents sont prévus en complément.

Plusieurs portes intérieures seront adaptées au contrôle d'accès, avec la création d'une cloison et d'une porte vers la zone protégée à l'étage.

Le meuble d'accueil sera remplacé, la borne Pila déplacée et un éclairage extérieur créé. Le projet a été présenté à la CSSCT le **9 juin 2026**, puis au CSE le **25 juin 2026**.

Le début des travaux est prévu en **novembre 2026**.

Permanence de France Services à BITCHE

Permanence de France Services à BITCHE

La permanence France Travail de **Bitche**, rattachée à l'agence de Sarreguemines, doit changer de locaux. Elle est actuellement installée au **4, rue du Général-Stuhl**, dans un bâtiment de la Communauté de communes.

Le nouveau lieu proposé est l'**hôtel d'entreprises, place Aynié**, à proximité. France Travail y disposerait d'**un seul bureau**, identifié B5 sur le plan. La permanence continuerait à fonctionner les **lundis, mardis et mercredis**.

Un conseiller recevrait toujours les usagers **uniquement sur rendez-vous individuel**. Les conseillers France Services resteraient présents toute la semaine dans des bureaux voisins.

La connexion informatique passerait par **Pulse Secure**, via le Wi-Fi de la Communauté de communes.

Aucun travaux n'est prévu ; le mobilier actuel serait transféré dans le nouveau bureau.

Le document ne précise **ni la date du déménagement ni les modalités pratiques du transfert**.

La demande de la CFE-CGC Métiers de l'emploi est que le conseiller FT ne reste pas seul lors de cette permanence et qu'il ait une possibilité de retrait rapide du bureau occupé en cas d'agression.

Point sur l'agence de Guebwiller dans le cadre de l'installation d'Amazon à Ensisheim

Embauches prévues de 2000 CDI sur le site d'Ensisheim :

- Techniciens de maintenance (15%) dans un premier temps
- Techniciens Logistiques (85%) dans un second temps

Il y aura donc une cellule recrutement Amazon avec 2 conseillers CDI en mission sur le sujet.

Les entretiens se dérouleront sur l'agence de Guebwiller. Les personnes en mission seront remplacées par des CDD pris sur le budget de la Direction Départementale

Déclaration en séance en lien avec l'appel intersyndical à la grève le mardi 29 septembre

Un appel à la grève national et intersyndical est lancé à France Travail le mardi 29 septembre 2026. Conscients des difficultés financières que rencontrent certains de nos collègues, nous savons que beaucoup ne pourront pas se mobiliser. Pourtant, même une heure de grève constitue déjà un signal fort.

Nous appelons chacun à participer à cette mobilisation à la hauteur de ses possibilités. Chaque geste compte.

Nous savons également que certains collègues ne feront pas grève. Pour autant, le décompte officiel du nombre de grévistes ne reflétera pas nécessairement le profond malaise qui traverse aujourd'hui l'établissement. Ne pas faire grève dans les conditions actuelles ne vaut pas caution à la politique de l'Etablissement. Les agents se voient demander toujours davantage, sans moyens supplémentaires et sans reconnaissance financière à la hauteur de leur engagement.

Après plusieurs années de négociations annuelles obligatoires se soldant par des augmentations nulles ou insuffisantes, alors même que l'inflation a fortement progressé et que les transformations engagées dans notre établissement sont multiples et profondes, les agents se sentent oubliés et déconsidérés.

Au-delà du nombre de grévistes, qui ne constitue qu'un indicateur à un instant donné, c'est l'engagement même des agents qui s'érode progressivement : perte de motivation, perte de sens. Un phénomène de moins en moins marginal et qui s'observe lors des baromètres internes et dont les conséquences sur le long terme pour les collectifs de travail et la qualité du service rendu sont particulièrement préoccupantes.

Le véritable indicateur n'est donc pas seulement le nombre de grévistes, mais aussi le niveau de confiance et d'engagement des agents. Il appartient désormais à la Direction d'entendre ce signal et d'y répondre. Elle a le pouvoir d'agir sur ... le pouvoir d'achat.

Les informations complémentaires

Différents sujets ont été abordés et rappelés en séance :

- Par rapport à l'augmentation conséquente des prix des carburants : le DRAPS rappelle que l'étude des difficultés des salariés par le manager doit se faire au cas par cas. Il est rappelé que dans un premier temps, le manager peut augmenter et passer le nombre de jours de télétravail. Il peut dans un second temps demander la mobilisation du télétravail occasionnel dans la limite des 12 jours, puis en ultime recours le télétravail exceptionnel. La CFE-CGC Métiers de l'emploi demande à ce que l'information soit partagée avec l'ensemble des managers, qui découvrent parfois cette possibilité lorsqu'un salarié leur réclame la mise en place de ce dispositif.
- La CFE-CGC demande à quelle date sera mise en place la commission de suivi violence faite aux femmes qui avait été demandé lors du CSE du mois de juillet : la direction avait demandé la remontée des noms à l'ensemble des organisations syndicales mais seule la CFE-CGC a communiqué sur les participants à cette commission, qui ne s'est donc pas mise en place. Une relance est donc effectuée ce jour à l'ensemble des élus du CSE.
- Concernant les règles d'accès aux différents outils (Messagerie, Horoquartz, C Zam, SIRHUS,...) pour les absents de longue durée, la Direction Régionale, même si elle s'est saisie du sujet, n'apporte pas de réponse à nos questions posées lors du CSE du mois d'août, mais se promet de revenir rapidement vers nous sur le sujet.